

# Réactions en chaîne

## Médiatrice

**Véronique Maurus**

Attention : cette chronique contient des expressions choquantes qu'on ne trouve normalement pas dans les pages de ce journal, mais étonnamment souvent sur son site Internet... Clark Hoyt, médiateur du *New York Times*, nous excusera de plagier ici l'acrocroche malicieuse de sa chronique du 4 novembre 2007, mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, ce qui valait pour les lecteurs du quotidien new-yorkais vaut aussi désormais pour ceux du *Monde*. Depuis quelques mois, ils sont de plus en plus nombreux à saisir le journal (et sa médiatrice) des écarts constatés entre la teneur générale des articles et celle des « réactions » d'internautes, mises en ligne sur Lemonde.fr.

« J'ai été extrêmement choquée par les commentaires consécutifs aux articles du 27 mai sur l'affaire du jeune homme tué par un gendarme, écrit par exemple Manon Lutanie (Paris). Les trois quarts de ces réactions sont violemment xénophobes (exemple : "Un gitan multirécidiviste, c'est un pléonasmé"). Quand j'ai voulu à mon tour réagir, on m'a informée que seuls les abonnés pouvaient mettre en ligne leur point de vue. Je n'en revenais pas : les commentaires que je venais de lire étaient donc ceux des plus fidèles lecteurs. (...) Si ce jeune homme avait été arabe ou juif, jamais les médiateurs du site n'auraient osé laisser des expressions d'une telle violence sous le logo du journal le plus "politiquement correct" du pays. (...) »

Pseudonyme oblige, ces reproches prennent parfois un tour plaisant, parfaitement involontaire : « En tant que citoyenne européenne, je trouve la réaction de Pilouduie (à l'article "Les autorités italiennes annoncent des mesures contre la violence") inacceptable, dépassée, anti-européenne, voire raciste, écrit par exemple Christelle Lacointa (Plaisance-du-Touch, Haute-Garonne). Si l'auteur est

certainement plus intelligent que ses voisins italiens, "un pays d'imbéciles", je ne comprends pas l'objectif poursuivi par Le Monde - qui a autorisé la publication d'une telle déclaration diffamatoire. »

Il faut dire que ledit « Pilouduie » n'y avait pas été de main morte : « Pauvre Italie, pays de corruption, de déséquilibre (...). Un pays qui est la honte de l'Europe, un pays d'imbéciles géré par des imbéciles », etc.

« Choqués », « interpellés », « troublés », ou simplement « étonnés » par la lecture de certains commentaires, les lecteurs réguliers du journal en appellent à l'éthique. « C'est un peu trop simple de se déresponsabiliser des propos des autres (les internautes) au nom de la liberté de parole (...). Si vous avez le devoir d'informer vous n'avez pas celui de relayer des propos dignes d'un autre temps !, argue Jean-Charles Fischhoff. Etre indépendant, c'est aussi faire le choix de sa politique éditoriale, sinon vous devenez, comme beaucoup, les porte-drapeaux de la liberté de salon. »

Le récent afflux de ces « réactions aux réactions » n'est pas surprenant. Il suit, logiquement, la progression de l'interactivité du site, qui, depuis deux ans, a graduellement ouvert aux commentaires toutes les sections du journal, en commençant par les Opinions, puis Politique, Société, etc. Le dernier secteur, Voyages, y viendra la semaine prochaine, après quoi tous seront ouverts à la critique en direct.

Seule exception : les articles d'actualité sur le Proche-Orient, qui génèrent trop d'agressivité et de dérapages. Dernier

exemple, une analyse sur le Liban mise en ligne le 15 mai. « Je parcourais les réactions des lecteurs quand je suis tombé sur cette phrase : "Les musulmans n'ont besoin de personne pour prouver leur intolérance. Chacune de leurs actions le montre. (...) Sont-ils donc des enfants pour être pardonnés à chacune de leurs exactions ? (...) Ils écoutent ce que nous disons et se confortent dans leur irresponsabilité", note Khalid Aabid (courriel). Ces commentaires racistes et islamophobes n'ont pas leur place dans le journal. Que fait donc votre modérateur ? »

« Nous devons valider plus de 1 500 réactions par jour, c'est beaucoup, répond Michel Tatu, chef de l'équipe des modérateurs du Monde.fr. Nous faisons le maximum pour arrêter les propos grossiers, racistes, les insultes et tout ce qui est interdit par la loi. Nous bloquons environ 5 % des commentaires. Certains passent quand même et n'auraient pas dû, mais il y en a très peu : deux ou trois - sur mille... Il y en aurait bien plus si nous n'étions pas là. Les réactions sont le fait d'un dévouement général, surtout en ce moment. »

Le problème n'est pas spécifique au *Monde* en ligne, tant s'en faut. En octobre 2007, le « blogueur » le plus lu de Suède a sabordé son carnet de bord virtuel, notamment parce qu'il ne supportait plus les réactions de ses lecteurs.

Que la possibilité de réagir en ligne soit limitée aux abonnés du site et à ceux du quotidien (qui bénéficient d'un code d'accès automatique) n'arrange rien. Au contraire, ce privilège renforce la rancœur de ceux qui n'en bénéficient pas : « Etu-

diant à l'IEP de Bordeaux, écrit Clément Chadeau, j'aurais voulu répondre à une réaction en forme de provocation d'un de vos abonnés, M. "Boute-en-train", qui se demande si le manque de réactions d'étudiants (à un article sur le mouvement étudiant actuel) vient du fait qu'ils ne lisent plus Le Monde ou qu'ils ne savent plus lire. Ce monsieur ne s'est-il pas dit que, si les étudiants étaient assez peu satisfaits de leur sort, c'est parce qu'ils n'avaient justement même pas 6 euros par mois à dépenser. »

Spon tanées, brèves (500 signes), éphémères, les réactions relèvent de l'émotion. Elles disparaissent lorsque l'article qu'elles commentent est archivé (trois jours après sa mise en ligne). A mi-chemin entre les langages écrit et parlé, il ne faut pas leur accorder plus de poids que n'en ont des brèves de comptoir - ou de salon.

D'ailleurs, certains internautes, une fois la fièvre retombée, font amende honorable. Guillaume Serre, qui avait vivement « réagi » à une de nos chroniques, nous a écrit directement, quelques jours plus tard : « Après mûres réflexions, je pense que vous aviez partiellement raison. En fait, on est nombreux (et je m'inclus dans ce "on") à tenir des propos à l'emporte-pièce, sans nuances. Mais cela n'est pas tant dû à l'anonymat qu'au manque d'espace pour s'exprimer (...). Pourquoi ne pas publier des réactions plus développées, mieux étayées ? » Peut-être, mais on change de genre. Cela s'appelle une tribune... ■

Courriel : mediateur@lemonde.fr

## Au courrier des lecteurs

### Le carburant est cher pour tout le monde

Il me semble que le carburant est plus coûteux pour tout le monde : tous les transporteurs, tous les pêcheurs, tous les chauffeurs de taxi et d'ambulance, etc. Ils sont tous dans la même situation. Même si le gouvernement baisse les taxes de 50 %, ils seront encore tous dans la même situation, à moins qu'un autre gouvernement ne les baisse de 75 %, ce qui amènera un avantage aux transporteurs de ce pays.

Le problème vient peut-être de leurs clients (grandes surfaces), qui ne veulent pas accepter que les transporteurs augmentent leurs prix pour tenir compte de cette hausse. Mais leurs propres camions doivent payer le carburant plus cher, alors ? Et en bout de chaîne, les clients des clients n'ont pas, me semble-t-il, le pouvoir de refuser les hausses de tarifs. Je ne comprends pas cet énervement (...). Par contre, une aide aux plus démunis de ceux (pas moi) qui sont en bout de chaîne paraîtrait juste.

Gilles Patrux  
Saint-Leu-La-Forêt (Val-d'Oise)

### La parole aux Européens

Suggestion saugrenue : qu'on donne la parole aux Européens. Qu'on décide que la prochaine Assemblée, élue en juin 2009, sera constituante et que son projet de Constitution devra être ratifié, non à l'unanimité des Vingt-Sept, mais par une majorité de citoyens, qui voteraient le même jour - comme pour l'élection de l'Assemblée. Peut-être même que les Européens verront alors un enjeu à l'élection de cette Assemblée, que les listes se présenteront sur un vrai projet européen (et non plus sur des critères nationaux) et que les électeurs iront voter massivement. Est-ce trop demander ?

Alain Eck  
Châtillon (Rhône)

### Dictature au Zimbabwe, démocratie en Europe

Au Zimbabwe, Robert Mugabe maintient un scrutin présidentiel, malgré le retrait volontaire de son adversaire (saura-t-on, un jour, qui a poussé Morgan Tsvangirai à se retirer ?). La presse unanime dénonce un dictateur qui prétend soumettre sa légitimité au vote des citoyens de son pays. La presse appuiera toute opération internationale destinée à déposer un tyran et à le rempla-

cer par un dirigeant plus compréhensif. En Europe, les élites auto-désignées brocardent les seuls électeurs consultés qui ont eu l'outrecuidance de rejeter un projet de traité ; ces élites n'ont pas l'intention de s'embarrasser d'un vote populaire qu'elles vont « normalement » contourner. Mais la presse, tout aussi unanime, saluera le modèle de la démocratie européenne qu'il faut imposer à tous les pays de la planète.

Alain Coulon  
Paris

### Jargon

A force de voir se désagréger l'usage de la langue sans que cela entraîne de réactions, on finit par penser qu'il n'y a plus personne pour s'en rendre compte, encore moins pour s'en indigner (pour ne pas paraître grincheux), ou proposer des tournures exactes, dont plus personne ne serait sûr. Pourtant, une pensée claire exprimée clairement, c'est une arme de progrès, et d'émancipation... Et le pire n'est pas dans la presse écrite (le « sur Paris » des radios parmi mille exemples).

L'idéal serait qu'un maximum de gens continuent de parler un bon français, vivant et évolutif, et un bon anglais, et qu'on évite de mélanger du français déstructuré avec de l'américain d'aéroport. Mais il y a bien d'autres sources, internes celles-là, du jargon. Les manies commerciales, la sous-psy, la réduction constante du vocabulaire par les médias audiovisuels, la complaisance pour le communautarisme linguistique, sans oublier les SMS. Peut-être le français a-t-il les reins assez solides pour supporter tout cela, peut-être pas...

Hubert Védrine, ancien ministre  
Paris

### Va-t-il enfin parler français ?

Qu'il baptise « réformes » une longue série de régressions sociales, qu'il trahisse ses promesses sur le pouvoir d'achat, à vrai dire, beaucoup s'y attendaient. Plus inattendue est la manière quotidienne avec laquelle le chef de l'Etat massacre consciencieusement la langue française : « C'est pas normal que », « Faut pas s'étonner que », etc. Huit fois sur dix, M. Sarkozy supprime la négation « ne ». Bel exemple pour les élèves à longueur d'année à inculquer une expression correcte de la langue ! Mais ne croyez pas que ce grand

avocat d'affaires ignore quoi que ce soit de la syntaxe. Non, ces attentats permanents à la langue sont bien volontaires. Pour sa communication, son image, il s'agit de « faire peuple » (...). Quel mépris pour le peuple, supposé parler incorrectement. Ajoutons à cela le parler trivial : « Descends, si tu es un homme ! », « Casse-toi, pauvre con ! »... Cet homme-orchestre qui remplace tous les ministres à la fois pour présenter ses « réformes » (...) serait bien inspiré de commencer par « réformer » son propre langage, qui porte atteinte à la dignité de la fonction présidentielle et à l'image de notre pays, à l'intérieur comme à l'extérieur.

M. Cathala  
Toulouse

### Un jour sans faute

Je propose qu'une fois par semaine, une « journée sans faute » soit mise en place par votre journal. Les journalistes et rédacteurs ne pourraient pas utiliser de termes étrangers s'il existe un mot français équivalent.

Peut-être faudra-t-il ce jour-là que certains journalistes deviennent correcteurs des autres, ou que certains lecteurs volontaires participent aux corrections. Mais pensez à l'intérêt, à la curiosité et au plaisir des lecteurs ! Et pourquoi pas également au plaisir des journalistes !

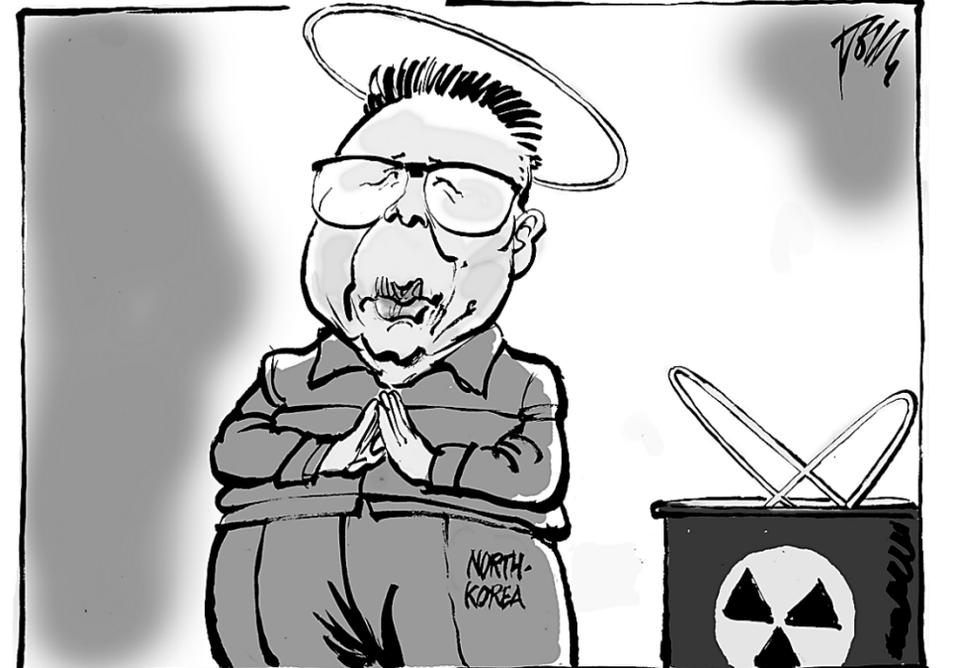
Daniel See  
Paris

### L'incendie du centre de rétention de Vincennes

Apparemment, on a fait monter de force dans des cars des personnes hébétées et enfumées, sans un morceau de pain. Apparemment, il est trop difficile de compter jusqu'à 250 pour les policiers de la préfecture de police, supposés maîtriser le calcul mieux que des élèves de classe primaire. Apparemment son porte-parole fait, « sans rire », des déclarations sur la difficulté d'intervenir et de recenser les personnes dans le contexte de l'incendie du centre de rétention administratif de Paris.

De fait, le sujet prête peu à rire, et « apparemment » est un bien curieux adverbe sous la plume d'un journaliste de presse d'information quotidienne. Derrière les apparences, il y a des centaines de pompiers et de policiers, qui se sont mobilisés des heures durant, dimanche après-midi, dans un véritable chaos de flammes et de tension, pour

## La Corée du Nord par Tom



Dessin de Tom par dans « Trow » (Amsterdam). CARTOONS@COURRIERINTERNATIONAL.COM

extraire des hommes qui, en nombre, se retranchaient dans leur chambre et allaient vers un péril certain.

C'est vrai, il y eu de la confusion et des erreurs de comptage, car notre urgence, à la différence de l'administration inhumaine du film *Brazil* avec laquelle vous nous comparez, ça n'était pas de compter, mais de porter secours. Derrière les apparences, il y a aussi la Croix-Rouge, qui, assurant assistance et transport des blessés, a bien fourni en urgence repas et boissons à l'ensemble de ces hommes, avant qu'ils ne

soient conduits vers des centres pouvant les accueillir dans la nuit. Mais sans doute l'apparence se prête-t-elle mieux aux billets d'humeur que la connaissance du terrain, de ses réalités et de ses difficultés.

Marie Lajus,  
commissaire principale de police  
Paris

### Pour ou contre les soins palliatifs ?

La diminution du remboursement des médicaments de confort pour les affections de longue durée est

contraire à la prétendue promotion des soins palliatifs et de l'accompagnement des malades. On s'oppose à une loi nécessaire sur l'euthanasie au nom de la possibilité de soulager le malade par des soins palliatifs, et d'autre part, on propose de laisser à la charge du malade une partie du remboursement des médicaments qui lui permettraient de mieux supporter sa maladie, et donc de le priver de cette aide s'il ne dispose pas de ressources suffisantes ! Quelle absence de logique !

Juliette Desjardins Daude  
Gières (Isère)

### RECTIFICATIFS ET PRÉCISIONS

**Eugene Smith.** La photographie accompagnant l'article « W. Eugene Smith au-delà du mythe », paru dans *Le Monde* du 26 juin, a été publiée avec l'autorisation du Center for Creative Photography.

**Nucléaire.** M. Lhomme, porte-parole du réseau Sortir du nucléaire, se prénomme Stéphane, et non Fabrice, comme indiqué par erreur dans notre article sur les déchets de faible activité à vie longue publié dans *Le Monde* du 24 juin.

**Québec.** Dans la chronique de la médiatrice intitulée « Invasions barbares » (*Le Monde* daté 22-23 juin), nous avons écrit

que la traduction du mot « chat » en québécois était « clabaudage ». Nos lecteurs québécois nous signalent que le terme utilisé au Québec est « clavardage », astucieux mélange de « clavier » et de « bavardage ».

**France-Israël.** Contrairement à ce que nous avons indiqué par erreur dans un encadré inséré dans l'article consacré à la visite de Nicolas Sarkozy en Israël (*Le Monde* daté 22-23 juin), l'embargo sur les armes livrées à Israël lors de la guerre de 1967 a été décidé par la France le 5 juin, après le début des hostilités, entre l'Etat juif et ses voisins arabes, et non en novembre de la même année.

**Festivals d'été.** Nous avons commis une erreur page 8 du supplément « Festivals d'été 2008 et rendez-vous culturels » publié avec *Le Monde* du 19 juin. Le pianiste Bertrand Chamayou, qui se produira le 22 juillet aux Rencontres internationales Frédéric-Chopin de Nohant (Sarthe), a publié un disque consacré à des œuvres de Félix Mendelssohn-Bartholdy chez Naïve et non chez Harmonia Mundi.

**Bruno Lévy.** La photographie illustrant le « Grand entretien » avec Maurice et Alain Lévy (*Le Monde* daté 22-23 juin) a été prise par Bruno Lévy, et non pas Marc, comme écrit par erreur.